



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 25 juin 2008

L'Union démocratique bretonne dénonce la casse de la télé publique régionale !

Il y a quelques mois, Nicolas Sarkozy annonçait la suppression de la publicité sur la télévision publique, par contre rien sur le financement de cette perte de budget pour les chaînes publiques. Après cette annonce fracassante, « notre président » ne sachant que faire a donc créé une commission, animée par le président du groupe UMP de l'Assemblée Nationale.

Après quelques semaines de déclarations contradictoires sur l'augmentation de la redevance ou la taxation des chaînes privées, ainsi que la démission des parlementaires de gauche, la Commission Copé vient d'accoucher d'un rapport qui ne règle rien, mais qui augure un avenir difficile pour le service public de télévision.

Pour l'UDB, le dépeçage du service public est enclenché au grand profit des chaînes privées. Déjà les recettes publicitaires ont baissé sur le service public. La réduction des dépenses aboutira fatalement à une baisse de la qualité des programmes et l'appauvrissement de l'information.

Pour l'UDB, le renforcement de « l'identité régionale » de France 3 avec le passage à 7 stations régionales au lieu de 13 est une aberration. Il est évident qu'une télévision véritablement régionale ne peut que reposer sur les réalités humaines des territoires. Comment faire de l'information de proximité et valoriser les identités régionales avec un découpage technocratique et sans âme ?

Par contre rien sur les missions d'un service public de télévision et la nécessaire indépendance des médias, au contraire : Copé nous ramène 40 années en arrière, à l'époque où les journalistes prenaient leurs ordres auprès du ministre de l'intérieur. Après s'être peu à peu près affranchie de la tutelle politique, la télévision risque de passer sous le contrôle des grands groupes financiers avec la bénédiction du gouvernement Sarkozy.

Enfin, l'Union démocratique bretonne rappelle une de ses principales revendications, à savoir la création **d'un véritable service public audiovisuel sur la Bretagne à cinq départements**, financé par une part de la redevance audiovisuelle.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**